

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°326
15 mars 2022

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Intervention du courant Front Unique dans le débat général (Cdfn FSU 15 et 16 mars 2022)

Depuis le début de la guerre engagée par Poutine, l'Ukraine est dévastée sans répit par les bombes. On compte déjà des dizaines de milliers de morts et de blessés. Et des millions de civils ont fui leur foyer.

Il faut dénoncer et condamner la guerre de la Russie contre l'Ukraine, exiger l'arrêt immédiat des bombardements et le retrait total des troupes russes d'occupation.

Il faut défendre inconditionnellement le droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même.

Mais aujourd'hui, au nom de la "solidarité avec le peuple ukrainien", on essaie de faire croire aux travailleurs que l'issue serait dans le renforcement de l'OTAN, dans le militarisme à tout crin avec la progression des budgets militaires en Allemagne, en France.

Mais l'Otan est une coalition impérialiste instrument de guerre contre les peuples comme en Corée, ou en Afghanistan. Et souvenons-nous que c'est l'OTAN qui en mars 1999 a dévasté la Serbie sous un tapis de bombes.

L'OTAN a méthodiquement conduit son expansion dans toute l'Europe orientale pour exercer une constante pression sur la Russie et la menacer militairement.

Nous devons exiger le retrait des troupes de l'OTAN de l'Europe et en particulier des troupes françaises d'Estonie et de Roumanie.

Si notre solidarité est pleine et entière envers le peuple ukrainien, l'issue contre cette guerre ne peut venir que de la mobilisation internationale du mouvement ouvrier et de la jeunesse. Et en premier lieu des travailleurs et des jeunes Russes qui, chaque jour, se dressent héroïquement contre Poutine et sa guerre criminelle. Ils sont brutalement réprimés, arrêtés, emprisonnés, jugés et condamnés.

La responsabilité de notre fédération est d'organiser au plus vite une manifestation à l'Ambassade de Russie pour exiger la fin de la guerre contre l'Ukraine, pour que cesse la répression contre les manifestants russes et que soient libérés sans délai ceux qui sont emprisonnés.

Et il faut s'opposer aux sanctions contre la Russie qui affectent sa population civile comme ce fut le cas pour les peuples d'Irak et d'Iran.

Macron, à la faveur de la guerre cherche à bénéficier d'un effet d'union nationale. Et hélas, jusqu'à présent, partis et syndicats liés au mouvement ouvrier ont pleinement répondu à ses attentes.

Macron en profite pour formuler ouvertement un programme de choc contre des pans entiers des conquêtes ouvrières :

Sécurité sociale et système de santé.

Enseignement supérieur avec facs payantes.

Feu sur l'enseignement public, son fonctionnement, ses personnels et leur statut.

Et surtout sans aucune retenue, il annonce la couleur quant aux retraites :

Travailler plus longtemps avec un recul de 3 ans de l'âge de départ à la retraite. Et la suppression annoncée des régimes spéciaux.

Il veut poursuivre et amplifier la démolition de la fonction publique et des acquis statutaires des fonctionnaires, remettre en cause leur rémunération liée à des grilles de carrière basées sur le point d'indice.

Point d'indice bloqué depuis plus de 10 ans qui a fait reculer dramatiquement le pouvoir d'achat d'autant plus avec l'envolée actuelle de l'inflation.

La responsabilité de notre fédération est de dénoncer l'ensemble du programme de Macron qui est la poursuite et l'amplification considérable de celui mis en œuvre depuis 5 ans.

Nous sommes à moins d'un mois du 1^{er} tour des élections présidentielles et les organisations se réclamant de la défense des travailleurs ne peuvent être neutres vis-à-vis des principaux candidats des partis de la bourgeoisie, les Macron, Pécresse, Le Pen et Zemmour.

Notre fédération doit clairement condamner leur programme et appeler à empêcher leur élection.

Mais dès à présent dans deux domaines, avant même les élections, il est possible pour notre fédération de combattre concrètement Macron et son gouvernement.

Sur les retraites, Macron, tout en mettant en avant sa volonté déterminée de reculer à 65 ans l'âge de départ à la retraite et de liquider les régimes spéciaux, en appelle déjà à la concertation sur son plan destructeur. Il veut s'appuyer sur des discussions-cautions avec les représentants syndicaux pour faire aboutir sa contre-réforme.

Dès à présent, notre fédération doit indiquer qu'elle refusera toute discussion sur cette contre-réforme et qu'elle se battra bec et ongles pour l'interdire.

D'ores et déjà, le gouvernement veut s'appuyer sur le Conseil d'orientation des retraites pour justifier ses mauvais coups. Le COR, s'appuyant sur la participation des représentants syndicaux, a pour ADN le soutien aux gouvernements et à leurs projets contre les travailleurs.

Notre fédération doit donc décider de quitter enfin et sans délai le COR et s'adresser aux autres organisations syndicales pour qu'elles fassent de même.

Ce jeudi, une grève est convoquée pour des augmentations de rémunérations et en particulier la fin du gel du point d'indice et sa substantielle revalorisation. Elle fait suite à celle du 27 janvier sur les mêmes revendications. Or rappelons que la veille, le 26 janvier, tous les représentants syndicaux avaient signé avec la ministre du blocage du point d'indice l'accord PSC qualifiée par elle de « victoire historique ». Un nouvel accord dit de méthode est en préparation sur le volet prévoyance de la PSC, accord soumis à signature avant la fin du mois.

Il serait donc envisagé de signer, 10 jours avant le 1^{er} tour des élections, un 5^{ème} accord en moins d'un an avec la ministre De Montchalin. Ministre qui met en œuvre la loi de destruction de la FP et le blocage sans fin du point d'indice, tout en annonçant, comble du cynisme, son augmentation lors du prochain quinquennat.

Il faut le dire nettement : signer avec ce gouvernement juste avant les présidentielles vaudrait appel à voter Macron et blanc-seing accordé à son programme de choc.

Ce serait une nouvelle forfaiture contre les personnels, contre le syndicalisme, contre notre fédération.

Cela ne peut se faire !